

Acteurs locaux : quelles pratiques communicationnelles pour une valorisation territoriale ?

Local Stakeholders: What Communication Practices for the Territorial Valorisation?

Syrine Ben Slymen



Édition électronique

URL : <http://communiquer.revues.org/1901>

DOI : 10.4000/communiquer.1901

ISSN : 2368-9587

Éditeur

Département de communication sociale et publique - UQAM

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2016

Pagination : 25-49

Référence électronique

Syrine Ben Slymen, « Acteurs locaux : quelles pratiques communicationnelles pour une valorisation territoriale ? », *Communiquer* [En ligne], 16 | 2016, mis en ligne le 01 septembre 2016, consulté le 06 août 2017. URL : <http://communiquer.revues.org/1901> ; DOI : 10.4000/communiquer.1901

Acteurs locaux : quelles pratiques communicationnelles pour une valorisation territoriale ?

Syrine Ben Slymen, Ph. D.

Faculté des sciences économiques et de gestion de Mahdia
Université de Monastir, Tunisie

Résumé

Assurer l'attractivité et la compétitivité d'un territoire suppose une concertation et une collaboration entre ses acteurs institutionnels et non institutionnels ainsi que la population locale. Pour y parvenir, à la suite d'un diagnostic des besoins réels de la population, divers dispositifs d'intelligence territoriale (IT), comme les pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire, ou encore les pratiques de partage et de diffusion des connaissances, sont retenus et déployés. Ceux-ci émanent, aussi, d'un certain degré d'appartenance à la région. L'identité, l'attachement et la solidarité qu'exprime la population locale envers leur région sont des paramètres qui orientent fortement l'appréciation des résultats escomptés. Notre étude comparative entre deux régions de la Tunisie, les gouvernorats de Nabeul et de Médenine, a permis une évaluation des dispositifs d'IT choisis par les acteurs institutionnels et non institutionnels et de leur appréciation par la population locale. La phase quantitative de cette étude a permis de vérifier la qualité des échelles de mesure développées et les liens entre les diverses variables, nous avons pu observer qu'un sentiment d'appartenance intense envers la région favorise un comportement solidaire envers celle-ci, quel que soit le niveau de déploiement de l'IT.

Mots-clés : communication publique, intelligence territoriale, sentiment d'appartenance, intelligence économique, *knowledge management*.

Local Stakeholders: What Communication Practices for the Territorial Valorisation ?

Abstract

Ensuring the attractiveness and competitiveness of a territory requires consultation and collaboration between institutional and non-institutional stakeholders, as well as local populations. Following a diagnosis of the real needs of the population, various territorial intelligence (TI) systems (e.g. public communication, participatory approaches) are retained and deployed to achieve this. The evaluation of results is strongly guided by notions of identity, attachment and solidarity expressed by the local population to the region. Our comparative study between Medenine and Nabeul, two regions of Tunisia, allowed an assessment of TI systems selected by managers. A quantitative phase of the study has verified the quality of the measurement scales developed and the relationship between variables, and we observed that an intense feeling of belonging to the region fosters a supportive attitude towards it, regardless of the level of TI deployment.

Keywords: public communication, territorial intelligence, sense of belonging, economic intelligence, knowledge management.

Introduction

En vue de promouvoir un territoire et d'en assurer un développement durable, la mobilisation des acteurs est une réalité incontournable. Acteurs tant institutionnels que non institutionnels, société civile et population locale participent chacun à sa manière au diagnostic des besoins et à l'optimisation de la connaissance du territoire. Outre une localisation de ses potentialités – à valoriser – et une identification de ses problèmes – à surmonter –, cette connaissance approfondie d'un territoire permet une détermination de ses atouts et de ses lacunes. De surcroît, la diversité des acteurs impliqués dans le processus suppose une diversification des dispositifs communicationnels et informationnels et même un management du territoire.

Dans une Tunisie post-révolte, le constat amplement partagé du degré de disparités entre ses régions a engendré une prise de conscience de la primordialité de l'intégration de nouvelles modalités et de dispositifs alternatifs de valorisation des patrimoines. Le déséquilibre territorial traduit un échec relatif de la planification nationale du développement, conçue, pilotée et mise en œuvre par l'État depuis des décennies. De nouvelles modalités de communication et de gestion des territoires sont à mettre en œuvre. En étant à l'écoute de la population locale, la communication publique pourrait contribuer à la valorisation des territoires. Or les données géographiques et contextuelles, qu'elles soient économiques, sociales ou culturelles, ne l'autorisent, parfois, que difficilement. Cela soulève des questions. Notamment, selon quelles démarches collectives et moyennant quels dispositifs informationnels et communicationnels assure-t-on la valorisation de ces territoires? Ou encore, le développement de la région et la valorisation de ses patrimoines seraient-ils fondamentalement tributaires d'un sentiment d'appartenance des « territoriaux » à leur région?

Ces questions, qui soulignent l'importance du déploiement à l'échelle régionale d'une intelligence collective pour la valorisation patrimoniale et territoriale grâce à l'implication des acteurs, furent posées dans le cadre du programme de recherche « Langages, objets, territoires et hospitalités » (LOTH). Des recherches opérationnelles sur différents terrains furent menées, avec pour finalité le renforcement des connaissances en communication publique et territoriale dans des zones fragiles et menacées pour faire bénéficier les décideurs des résultats (Meyer, 2012).

S'inscrivant dans ce cadre, la présente recherche s'intéresse aux actions de valorisation mises en place avec une prise en considération des ressources naturelles, humaines et d'infrastructures, ainsi que moyennant l'impulsion de l'investissement privé. Nous verrons de quelle manière collaborent les acteurs dans deux « gouvernorats »¹ tunisiens. La différenciation du sentiment d'appartenance envers chacun des deux « gouvernorats » aurait-elle une incidence sur la valorisation des patrimoines locaux et, par conséquent, sur leur développement respectif? Une étude comparative menée entre les deux régions nous permet de relever l'intensité du sentiment d'appartenance des acteurs territoriaux et l'impact que cela peut avoir sur la valorisation territoriale.

1. Circonscription administrative structurante du découpage territorial tunisien actuel qui en compte 24.

Contexte de la recherche

Dans un contexte tunisien, diverses politiques publiques de développement régional furent adoptées à l'échelle nationale durant des décennies. Ces politiques n'ont tenu compte ni des spécificités culturelles régionales ni du sentiment d'appartenance qui conditionne l'attitude des habitants envers leur région, que ce soit en sur le plan de l'identité, de l'attachement ou de la solidarité envers la région. Un bilan mitigé en est établi, à commencer par l'amplification des disparités en matière de pauvreté, variant de 9 à 30,2 entre les régions du Sud et les régions du Nord, ainsi que des disparités en matière de mouvements de migration interrégionale de plus en plus ressentis.

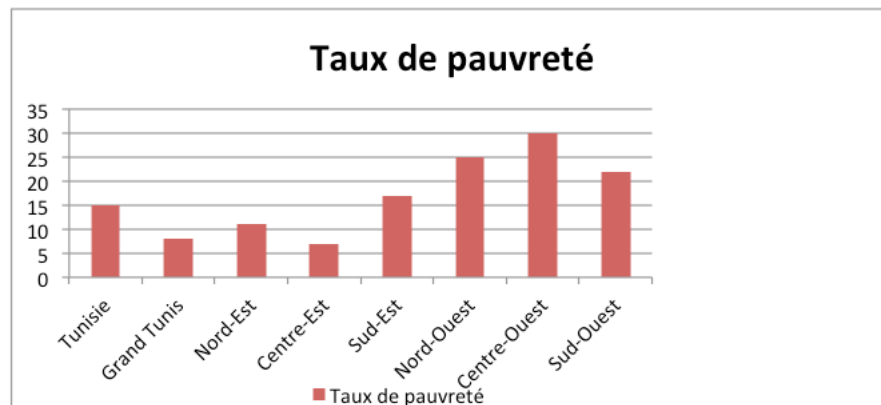


Figure 1. Taux de pauvreté par région en 2010
(% de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté) (INS, BAD, 2012)

Les flux migratoires internes varient selon le taux de pauvreté de la population concernée, qui se déplace des régions les plus pauvres vers les régions les moins pauvres. La majorité des déplacements sont du Nord-Ouest (15 %) et du Centre-Ouest (12 %) vers les régions du Grand Tunis, du Nord-Est et du Centre-Est.

Publiquement révélées et commentées depuis 2011, ces disparités sont multiples. Elles ont engendré une prise de conscience collective de la nécessité d'établir de nouvelles modalités et des dispositifs² variés de développement en Tunisie. En dépit de ces politiques publiques, dont celles visant à désenclaver les territoires fragiles et menacés, le déséquilibre entre les territoires n'a fait qu'attiser le sentiment d'injustice chez des populations locales.

Depuis 1956, le constat des disparités entre les différentes régions de la Tunisie a été la base de différentes politiques de développement, toutes orientées vers une reconstruction du pays. Dans les faits, ces politiques ont aussi accentué les disparités qu'elles étaient censées gommer. La Tunisie est ainsi marquée par une forte centralisation administrative qui fait des autres gouvernorats les exécutants des décisions prises au niveau de la capitale. En conséquence, les échanges entre les régions sont très limités et l'émergence de métropoles à l'intérieur du pays n'a pas pu se réaliser. Ainsi, il n'existe pas de pôle regroupant plusieurs gouvernorats et disposant d'une autonomie décisionnelle. Le littoral tunisien a connu un développement important notamment par rapport au tourisme de masse, et ceci, au

2. Décentralisation de la prise de décision, établissement de conseils de proximité, réglementation de la gouvernance locale et de la transparence, appui à la participation de la société civile, etc.

détriment des régions intérieures. Les clivages interrégionaux se manifestent aussi en ce qui a trait aux ressources naturelles. Un climat aride caractérisant le Sud, une pluviosité faible, mais suffisante pour éviter la désertification au centre, et un Nord bien nanti, avec des terres fertiles et des pluies abondantes. Ces disparités ont été renforcées par l'occupation déséquilibrée des terres : les plus fertiles ont été bien entretenues et exploitées ; les autres ont été délaissées. Puisque les investissements sont orientés essentiellement vers le littoral, les infrastructures des régions côtières sont plus développées (le blé du Nord-Ouest transformé dans la capitale, le phosphate du Sud-Est traité au Centre-Est, etc.).

Qu'ils soient publics ou privés, les investissements sont orientés donc vers le littoral. De plus, les transformations des ressources prélevées dans les régions de l'intérieur se font dans le littoral, qui devient un lieu d'accumulation des richesses (Ben Slymen, 2014). Cela a aussi été confirmé par Faycel Zidi (2013) :

Près de deux décennies, [sic] après la libéralisation de l'économie, les inégalités entre le littoral et l'intérieur se sont fortement accentuées[,] donnant lieu à un clivage intérieur littoral assez important (l'indice de Gini est passé de 16.4 à 18.2 entre en 2000 et 2010). Les disparités des facteurs de compétitivité expliquent, en partie, les inégalités entre les régions du pays. D'autres phénomènes[,] tels que l'agglomération, l'urbanisation et la migration interrégionale, ont participé à amplifier ces déséquilibres (p. 2).

Aujourd'hui, la mise à niveau régionale est à la fois un défi et une priorité. L'introduction et la mise en œuvre de nouvelles modalités de gestion des territoires deviennent de rigueur. Renforcer le sentiment d'appartenance et faire interagir la population locale et ses leaders, tant institutionnels que non institutionnels, seraient tributaires d'une nouvelle forme de communication publique et territoriale. Une telle assertion génère de nombreuses questions. Jusqu'où peut-on instrumentaliser la mise en place de l'intelligence territoriale (IT) et selon quelles techniques ou modes managériaux ? Quelle sélection de dispositifs communicationnels de l'IT peut assurer une attitude positive envers une région ? Comment regagner la confiance de la population locale et assurer son adhésion aux stratégies de développement ? Comment favoriser l'interactivité entre la population locale et les responsables institutionnels et non institutionnels grâce à l'IT ?

Toutes ces questions soulignent l'importance du rôle des acteurs ayant un sentiment d'appartenance à la région et souhaitant la développer. En ce sens, et avec la collaboration d'acteurs dans deux gouvernorats tunisiens, Nabeul (Nord-Est) et Médenine (Sud-Est), des plans et des programmes de développement ont été entrepris. Ces plans misent sur la valorisation des ressources naturelles et humaines, sur l'amélioration de l'infrastructure régionale, ainsi que sur l'impulsion de l'entrepreneuriat et l'encouragement de l'investissement privé. Cela a notamment été confirmé par les programmes de développement élaborés par les institutions publiques chargées de ces régions et par le plan de développement validé par le ministère du Développement et de la Coopération internationale (MDCI).

Dans le développement de ces deux régions, de nombreux acteurs jouent un rôle, tant sur le plan institutionnel que non institutionnel. Les responsables et les praticiens des Directions du Développement régional (DDR), bureaux représentatifs respectivement du Commissariat général au Développement régional³ (CGDR) au gouvernorat de Nabeul et de l'Office de développement du Sud (ODS)⁴ au gouvernorat de Médenine, ainsi que leurs partenaires dans l'administration publique territoriale sont les acteurs institutionnels. Quant aux acteurs non institutionnels, nous faisons référence aux dirigeants d'entreprises, aux responsables d'organisations et d'associations locales, outre la population locale, avec ses diverses catégories (étudiants, chômeurs, fonctionnaires, salariés du secteur privé...).

3. Sous la tutelle du MDCI.

4. Sous la tutelle du MDCI.

Sentiment d'appartenance et dispositifs institutionnels de valorisation régionale

Confrontés à plusieurs défis, pour l'amélioration de l'infrastructure de l'économie locale du cadre de vie et de l'attractivité par exemple, les territoires se trouvent au cœur des stratégies de développement. Objet principal des actions publiques et terrain de contributions de décideurs institutionnels et non institutionnels ainsi que de praticiens du développement, le territoire suscite, depuis toujours, l'intérêt des chercheurs relevant de disciplines aussi diverses que la géographie, la sociologie, l'économie, le droit, etc. La concertation, la collaboration et la mise à contribution d'acteurs locaux pourraient contribuer à l'attractivité du territoire. Cela signifie la mise en avant d'un trait distinctif et d'une valorisation identitaire, notamment par le choix de la mise en œuvre de projets spécifiques, distinctifs et authentiques (Goria, 2009; Meyer, 2012).

Tout acteur revendiquant son appartenance au territoire – signifiant par là son identité, son attachement et sa solidarité envers sa région – contribuerait à son développement à travers divers dispositifs pouvant relever d'une forme d'IT. La multidimensionnalité du sentiment d'appartenance ainsi que celle de l'IT ont donné lieu à une littérature abondante (Di Méo, 2007; Guérin-Pace, 2006a; Guérin-Pace, 2009; Frisou, 2011). Le sentiment d'appartenance au territoire est une prédisposition non variable de l'individu signifiant son identité et son attachement et le préparant à une attitude positive envers ce territoire (Frisou, 2011). Ce sentiment d'appartenance, avec tout ce qu'il soulève en matière d'identité, d'attachement et de solidarité envers la région, peut conduire un acteur vers des choix pour son développement, que cet acteur soit institutionnel, non institutionnel ou qu'il provienne de la population locale. Une mise en réseau de différents partenaires avec un déploiement d'instruments ou de dispositifs informationnels, communicationnels et de management permettrait une intensification du développement; cela a été confirmé par plusieurs auteurs, tels que Proulx (1989).

Le processus d'IT suppose ainsi le recours à divers instruments de communication, reposant sur les technologies numériques (systèmes d'information de gestion à l'échelle nationale, plateformes de communication et d'animation de débat), en ce qui concerne les services aux citoyens et aux entreprises, de même que le management à l'échelle territoriale. Assurer l'attractivité et la compétitivité du territoire à travers une communication publique et territoriale adéquate signifie, en partie, le déploiement de dispositifs et de pratiques de diagnostic, d'animation et d'accompagnement mettant en réseau divers partenaires pour une concertation et une collaboration à l'échelle territoriale Gardère (2009).

Une nouvelle approche pour le développement territorial favorise l'atteinte de ces objectifs en s'inscrivant dans le cadre d'un projet communicationnel. Ce projet, comme l'explique Gramaccia (2009), « a pour objectif de transformer l'information en savoir au service de l'action publique » (p. 267). La mise en œuvre des technologies de communication facilite la transformation de l'information en connaissance et son appropriation par les citoyens vers le déploiement d'actions en faveur du territoire. Servir une action publique au niveau du territoire suscite la mobilisation de différents acteurs, dont le citoyen, pour favoriser la transformation de l'information en connaissances utiles et utilisables pour un développement durable. Concrètement, des programmes d'appui à la décentralisation et à la participation citoyenne ont été mis en place par les offices de développement en collaboration avec la société civile. Moinet (2009) affirme ainsi que la « connaissance est un produit individuel et collectif issus [sic] d'informations et guidé par une vision commune du but à atteindre et du sens à donner à l'action » (p. 217).

Or nous assistons également à un phénomène de retour vers le « local » afin de contrecarrer l'incertitude générée par la compétition à l'échelle internationale (Goria, 2009). Chaque pays concentre ses efforts sur la mise en valeur de sa propre identité pour assurer sa différenciation et son attractivité par rapport aux pays concurrents. Ainsi, au sein même de chaque pays, l'IT se trouve au cœur des préoccupations de diverses parties prenantes, que ces dernières soient d'ordre politique, économique ou médiatique. En conséquence, le processus d'IT devrait se baser sur une multitude de dispositifs empruntés à l'intelligence économique (IE) et au *knowledge management* (KM), car ces notions sont basées sur des pratiques de veilles et d'acquisition de connaissances utiles pour le développement et la valorisation des territoires. En ce sens, une mise en réseau pouvant se faire à travers des plateformes offrant des espaces communs de réflexion et de travail peut assurer l'interconnexion et le partage entre les acteurs territoriaux. Cette mise en réseau favorise un diagnostic des besoins réels, une analyse et un traitement des informations les plus pertinentes, ainsi qu'une prise de décision adéquate préservant les potentialités et les richesses propres à chaque région. La concertation et la collaboration entre les acteurs territoriaux sont soutenues par un sentiment d'appartenance renforcé envers le territoire ; Girard (2014) précise d'ailleurs que le sentiment d'appartenance développe la confiance et les relations de solidarité entre les acteurs locaux pour une mobilisation en faveur du territoire.

Les travaux relatifs au sentiment d'appartenance reposent sur l'identité, l'attachement, ainsi que la solidarité que peut avoir un acteur envers sa région (Frisou, 2011 ; Lalli, 1992). Pour Guérin-Pace et Filippova (2008), le

sentiment identitaire d'un individu est à géométrie variable mais peut se manifester notamment en référence à un espace spécifique auquel le sujet se sent particulièrement attaché. À ce titre, le territoire, qu'il soit État, région, village ou autre, constitue un des éléments essentiels de l'existence pour une société et un être humain (p. 30).

Dès lors, le sentiment d'appartenance fait partie des référentiels de l'identité de l'individu avec une perception affective envers le territoire, traduisant une sensation, un sentiment ou une conscience identitaire. Guérin-Pace (2006b) considère que la déclinaison d'une appartenance géographique est une façon de déclarer un ancrage identitaire. Le sentiment d'appartenir à un lieu est une conscience quasi unanime, même si la déclaration de l'attachement envers ce lieu est un sentiment facultatif qui influence les manifestations de solidarité. Ainsi, en parlant de l'appartenance à un lieu, on ne peut pas occulter le volet affectif traduisant le sentiment d'attachement et le volet conatif traduisant les manifestations de solidarité. Les aspects affectif et conatif sont conditionnés par sentiment identitaire fort.

La sélection de dispositifs adéquats communicationnels informationnels ou de management, de même que leur déploiement à l'échelle du territoire, dans le cadre d'une approche pragmatique d'IT, suppose un certain lien relationnel entre les acteurs et la région. C'est ce que suggèrent Appel et Boulanger (2011), qui ont énoncé un processus de médiation entre les dispositifs communicationnels et la culture organisationnelle dans une optique de coconstruction. Ce lien relationnel est développé dans un cadre culturel et suppose une certaine attitude envers la région, attitude qui se traduit dans l'identité, l'attachement et la solidarité. D'ailleurs, Perret et Gagnon (2015) montrent que l'identité par le territoire, issue d'un partage et de valeurs communes au sein même du territoire, est un vecteur de mobilisation pour celui-ci.

Notion nouvellement introduite, l'IT est un paravent à la montée des incertitudes concurrentielles, économiques, sociales ou managériales du fait qu'elle permet une coordination d'intelligences des acteurs dans un espace donné. Cette coordination est un condensé de recherches et d'activités fondées sur la base d'une veille, d'informations et de

connaissances riches et variées. Le territoire possède une identité liée à l'histoire humaine, industrielle, géographique et physique (Meyer, 2012). Confronté à une concurrence accrue, le recours aux stratégies de développement est primordial pour une meilleure valeur ajoutée et une meilleure attractivité. Pour Veltz (2002), c'est l'intelligence de la combinaison des ressources qui fait la différence entre les territoires. Un territoire attractif et compétitif est une combinaison de ressources qui donnent naissance à des compétences et à des stratégies. C'est là le signe d'une IT.

Chaque territoire dispose d'une culture, de représentations et de croyances spécifiques. Les individus se réfèrent à des modèles explicites ou implicites qui inscrivent leurs comportements passés, actuels et futurs dans une symbolique propre à un territoire. La culture ayant un impact sur les valeurs, les comportements, les habitudes et les attitudes, cela implique la variation de l'intensité du sentiment d'appartenance, défini comme « le lien affectif positif entre un individu et un lieu particulier » (Delfosse, 2009, p. 112) qui peut être mesuré à travers l'attitude envers la région. Cette attitude « est une disposition stable de l'individu, qui lui fait percevoir ce lieu comme une composante de son identité, lui fait ressentir un attachement pour ce lieu, et le prépare à des comportements en faveur de ce lieu » (Frisou, 2011, p. 6).

L'objectif est de déterminer la nature de l'interrelation entre le sentiment d'appartenance et la valorisation régionale par des pratiques de réseautage de protection du patrimoine de capitalisation ou, encore, de partage et de diffusion d'informations propres à l'IT. Notre première hypothèse (H1) part de ce point, associant positivement le sentiment d'appartenance à l'*intelligence territoriale adaptée* (ITA).

Dans le contexte tunisien, la sélection des dispositifs d'IT s'opère par les responsables et les praticiens institutionnels et non institutionnels à travers le spectre de l'identité de l'attachement et de la solidarité. Ces pratiques d'IT peuvent regrouper la surveillance de l'environnement, l'influence sur l'environnement et la protection du patrimoine immatériel, relevant ainsi de l'IE, auxquelles s'ajoutent les pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire, de partage et de diffusion des connaissances relevant du KM.

Revendication d'appartenance et appréciation de l'IT

Une démarche d'IT repose sur différentes pratiques articulées à travers le passage de l'information et la communication entre les différents acteurs et parties prenantes du développement. La collaboration et la concertation entre ces différents acteurs territoriaux exigent un certain degré de solidarité envers le territoire et d'implication pour le développement de la part de chacun de ces acteurs. Ces derniers doivent privilégier, dans le cadre d'un effort collectif, l'intérêt du territoire en tant qu'entité à part entière. Viser l'intérêt du territoire se fait à travers la solidarité, la confiance mutuelle, la communication et le passage de l'information. Gdoura (2005) signale que l'accès et la détention de l'information influencent les comportements, les agissements des citoyens ainsi que les activités socioéconomiques des collectivités. Cela représente un enjeu de poids pour l'émancipation des individus et l'instauration d'un développement durable au sein des sociétés. Une participation solidaire et une implication pour le développement du territoire facilitent l'accès à une information et une communication territoriale d'ordre géographique, économique, public ou politique entre et pour les acteurs territoriaux et extraterritoriaux. Cette circulation de l'information est un vecteur de développement du sentiment d'appartenance et de la participation citoyenne en faveur du territoire.

Dumas (2006) est pour le développement de la culture de la territorialité, une dimension ondulatoire du territoire. Le sentiment d'appartenance envers le territoire est à la base de l'appropriation des objectifs de celui-ci en matière de développement. En ce sens, la mobilisation du capital social est un réel tremplin à diverses initiatives de développement territorial. La mise en place de mécanismes de partenariats et de réseaux s'appuyant sur une réelle volonté de concertation entre les acteurs locaux se fait à travers la lutte contre l'exclusion, ce qui aboutirait à la diversification et à l'enrichissement des apports. Gardère et Lakel (2009) précisent que « si certaines pratiques sont consultatives, participatives ou représentatives, d'autres restent plus traditionnelles. Afin d'accroître le niveau d'information délivrée aux riverains, divers modes de communication sont utilisés [...] » (p. 8).

Une certaine forme de démocratie participative est alors initiée et il s'agit « d'impliquer les citoyens [dans les] prises de décisions les concernant, notamment en matière de développement territorial et de rénovation urbaine » (Cousin, 2012, p. 7), cela par un partage d'information, un encouragement d'initiatives de développement, une mobilisation du capital social, un développement de l'appartenance. « Le développement territorial ne se pense plus sans interroger l'efficacité des actions et des systèmes d'information mis en place, et *in fine* leur utilité pour favoriser une aide à la décision et/ou la participation citoyenne » (Meyer, 2012, p. 4). Le rôle des systèmes d'information serait donc double. D'un côté, assurer la circulation de l'information entre les différents acteurs et la richesse des initiatives dans le cadre d'approches participatives, de communications privilégiant l'interaction, la diffusion, l'animation ou la promotion de projets à l'échelle territoriale et en faveur du développement durable. D'un autre côté, favoriser le développement du sentiment d'appartenance et de la culture de la territorialité en faveur de l'implication envers les objectifs du territoire à la suite de la promotion d'un patrimoine commun ou de valeurs partagées.

L'importance de la communication pour un développement territorial durable, qui assure la mobilisation de la population, la promotion des réalisations collectives et l'attractivité territoriale, est incontestablement prouvée. La communication est un pilier pour toute approche participative du développement territorial, utile pour mener à bien un diagnostic qui prend en considération la réalité de la population locale, le partage et l'échange d'information. En effet, la décentralisation administrative et le décroisement institutionnel ne peuvent être entrepris que moyennant des échanges communicationnels intensifiés entre les différents acteurs et parties prenantes du développement.

Genevois et Carlot (2011) saisissent une double logique de la communication publique territoriale prenant en compte la territorialité « vécue et émotionnelle », par la base des citoyens, et la territorialité « abstraite, idéologique et politique », par le haut des décideurs. Les points de vue des acteurs sont confrontés dans le cadre d'approches participatives substituant d'autres volontaristes. Cette communication publique se fait par un processus territorial assurant la circulation de l'information entre l'espace citoyen et l'espace décideur. Cependant, comme le précise Gardère (2009), « si la communication locale donne aux citoyens les moyens de juger les actions et choix publics en faisant connaître les objectifs politiques des élus, *a contrario*, une communication définie *a posteriori* ne favorise pas l'intégration sociale dans l'espace local » (p. 8). La communication publique, couvrant un large domaine comme la promotion des services publics ou encore la communication institutionnelle, devrait *a priori* être déclinée pour assurer l'adhésion des locaux aux choix de développement du territoire et ainsi leur participation solidaire.

La communication publique est aussi un vecteur de renforcement de l'identité régionale, ce qu'elle fait en évoquant des thèmes communs au territoire (historique, valeurs, objectifs, finalités ou cheminements) de nature à fédérer et unir les citoyens et à développer leur sentiment d'appartenance ainsi que leur solidarité envers le territoire. Pour Cardy (1997),

les stratégies de communication pour le renforcement de l'identité diffèrent selon des logiques d'acteurs qui s'affrontent : « [l]e choix porte sur le long terme en s'appuyant sur des thèmes généraux qui ne suscitent guère de polémique, ou sur des thèmes qui se veulent rassembleurs, et sont censés répondre directement à une demande sociale » (p. 273).

La communication publique au niveau de la région fait appel à des techniques diverses pouvant être consultatives participatives ou représentatives afin de limiter les mécontentements par rapport aux attentes et de provoquer des réactions positives dans les cas de satisfaction. Une population locale avec un ancrage territorial assez développé serait de ce fait beaucoup plus impliquée et participerait encore plus à la résolution de la problématique du développement du territoire. Le renforcement de l'identité et de l'intérêt au territoire nous amène à interroger l'implication de la population locale ainsi que l'appréciation du développement du territoire.

C'est à partir de ce point que notre deuxième hypothèse (H2) est formulée, à savoir que le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'*intelligence territoriale perçue* (ITP). Un sentiment d'appartenance manifesté à travers une identité, un attachement et une solidarité influence-t-il positivement l'ITP ? Cette dimension est mesurée à travers trois variables : 1) l'appréciation des dispositifs de développement, 2) l'échange d'information avec les acteurs de développement et 3) l'évaluation du développement de la région. L'objectif, ici, est de voir quelle est la nature de l'articulation entre le sentiment d'appartenance et les dispositifs d'IT adoptés par les responsables institutionnels et non institutionnels, ainsi que la perception de ces dispositifs par la population locale.

Méthodologie de recherche

Notre méthodologie de recherche est basée sur plusieurs méthodes de recueil de données. Notre dispositif de triangulation de trois méthodes vise à bien cerner et couvrir le lien qui peut exister entre nos notions. Un recueil des données de terrain a été effectué entre juillet 2013 et mars 2014 selon une approche qualitative, à partir des manuels de procédures et d'entretiens avec les acteurs institutionnels du CGDR et de l'ODS, et selon une étude quantitative, menée auprès des acteurs locaux des deux régions (acteurs de la société civile et population active intervenant dans les diagnostics menés par les acteurs institutionnels).

Quatre-vingts (80) entretiens semi-directifs ont ainsi permis d'examiner la réalité de l'attitude envers la région des acteurs institutionnels travaillant au sein du CGDR et de l'ODS et des acteurs non institutionnels travaillant dans les entreprises des régions de Nabeul et Médenine. Une recherche quantitative à travers quatre-vingts (80) questionnaires administrés à la population de responsables (Annexe 1) ainsi que cent dix questionnaires (110) adressés à la population locale (Annexe 2) nous a permis de mesurer la nature du lien entre nos notions de base.

Les questionnaires ont été distribués durant neuf mois. La première enquête a été réalisée avec des responsables, tandis que la deuxième enquête a été réalisée directement (face à face) avec différents répondants de la population locale. L'échantillonnage induit la construction d'une opinion générale sur la population étudiée. La définition et la composition de la population étudiée doivent être définies avec clarté, car toute erreur dans le choix induit des résultats erronés. À cet effet, la sélection de nos échantillons s'est faite suivant une étude qualitative préalable du terrain.

Dans le cadre de notre recherche, en raison d'absence d'une liste exhaustive de la population mère, nous avons opté, lors de la détermination de l'échantillon représentatif, pour une méthode non probabiliste, à savoir le sondage par jugement. Ainsi, nous avons

sélectionné les répondants jugés pertinents pour la collecte des données; des informateurs clés nous ont recommandé d'autres personnes ayant des ressources informatives intéressantes.

La taille de l'échantillon est très importante afin d'éviter tout risque de non-aboutissement à des résultats fiables, la précision dans la détermination de la taille de l'échantillon a permis d'assurer la validité et la fiabilité des résultats présentés dans la section qui suit.

Pour notre phase qualitative, l'analyse des données s'est faite à travers une analyse de contenu thématique; les thèmes ont été répertoriés en lien direct avec l'objectif de la recherche, permettant de repérer, dans le discours des institutionnels, des éléments montrant la façon dont s'articule le sentiment d'appartenance avec les dispositifs d'IT. Nous avons aussi analysé le discours de la population locale pour voir l'articulation du sentiment d'appartenance avec l'appréciation des dispositifs de développement. Nous avons donc apprécié les fiabilités respectives de nos deux modèles, leurs poids factoriels, les validités convergente et discriminante de la mesure globale pour chaque modèle, pour terminer avec la qualité d'ajustement des deux modèles. Le test T de *Student* nous a permis de valider nos hypothèses de recherche.

Résultats et discussion

Chaque région étudiée dispose de caractéristiques et de spécificités. Le gouvernorat de Nabeul, région littorale riche en ressources naturelles, se distingue par son patrimoine culturel matériel et immatériel et son héritage historique, ce qui est à même d'affecter profondément l'attitude de la population envers sa région. Le gouvernorat de Médenine, région rurale et aride, est caractérisé par des ressources naturelles limitées et un métissage historique et culturel. Ces particularités influencent l'attitude de ses habitants envers leur région et les modalités de mise en place des dispositifs d'IT localement.

Ces deux régions sont dotées de ressources naturelles très opposées. D'une part, on relève une présence abondante d'eau, une forte pluviométrie, une extension des terrains fertiles et un climat méditerranéen favorable dans la région de Nabeul. D'autre part, on constate une pluviométrie faible, une amplitude thermique forte et une aridité accentuée par la longue saison sèche dans les zones désertiques de la région de Médenine.

Au-delà de cette opposition sur le plan climatique et des ressources naturelles, ces deux régions sont gérées par deux structures publiques d'appui différentes. Pour Nabeul, c'est le CGDR qui, à travers ses praticiens à la DDR, pilote le processus global d'établissement du plan de développement; pour Médenine, c'est l'ODS. Ces deux structures encadrent, assistent et identifient les opportunités pour le développement des régions. Cependant, le CGDR établit aussi des programmes spécifiques pour minimiser les disparités. Le choix de ces deux régions comme terrain de recherche se rapporte par ailleurs au mouvement important de migration constaté de la région de Médenine vers celle de Nabeul. Ainsi, ces deux institutions sont chargées de l'élaboration et de la diffusion des plans de développement relatifs à chaque région. Cela se fait par un recueil d'informations d'ordre social, économique, écologique, etc. Ces deux structures font appel à certains dispositifs d'IT reposant essentiellement sur la veille informationnelle et sur le partage et la diffusion des connaissances. Cela se fait à travers des plateformes communes qui assurent le réseautage et la mise en commun d'informations et d'espaces d'intervention. Avec leurs structures partenaires, ces institutions d'appui au développement représentent notre terrain de recherche.

En revanche, l'atteinte des objectifs territoriaux à travers certains dispositifs de communication peut développer la solidarité des acteurs envers le territoire et limiter les

mouvements de migration vers d'autres régions. L'étude faite par l'Institut national de statistique (INS) et la Banque africaine de développement en 2012 confirme que la mise en place de politiques de développement neutre, par rapport au facteur spatial pour minimiser les disparités, pourrait fortement limiter les mouvements de migration.

Pour répondre à notre objectif de recherche et relever le lien entre le sentiment d'appartenance traduit par l'attitude envers la région et les dispositifs de mise en place de l'IT, nous avons relevé les tendances centrales (Tableau 1⁵) du sentiment d'appartenance de nos échantillons de responsables et de population locale dans les régions de Médenine et de Nabeul.

Tableau 1. Tendances centrales du sentiment d'appartenance pour la population de responsable et la population locale de Nabeul et de Médenine

Sentiment d'appartenance	Population de responsables		Population locale	
	Nabeul	Médenine	Nabeul	Médenine
Identité à la région	Forte	Moyenne	Très forte	Assez forte
Attachement à la région	Très fort	Assez fort	Très fort	Assez fort
Solidarité envers la région	Assez moyennes manifestations	Moyennes manifestations	Assez fortes manifestations	Moyennes manifestations

Le Tableau 1 révèle une identité, un attachement ainsi qu'une solidarité beaucoup plus développés dans la région de Nabeul que dans la région de Médenine. Cela est révélé par des difficultés majeures à s'éloigner de la région et par une volonté de soutien indéfectible envers celle-ci. Toute pratique en faveur de la définition, de l'aménagement de l'espace territorial ou de son développement est aussi considérée comme une manifestation de solidarité envers le territoire. Ce constat est valable pour la population locale ainsi que pour la population de responsables institutionnels et non institutionnels, essentiellement les cadres du CGDR et de l'ODS ainsi que leurs partenaires. Cette relation, qui lie l'individu à sa région, conditionne son attitude ou son comportement envers celle-ci. Cela oriente la sélection des dispositifs d'ITA de la part de la population des responsables, ainsi que l'appréciation de ces dispositifs de la part de la population locale. Ainsi verrons-nous, dans ce qui suit, les diverses orientations en matière de sélection et d'appréciation des dispositifs d'IT.

Liens affectif, conatif et cognitif : quels dispositifs d'IT?

En ce qui concerne les dispositifs d'IT, nous avons vérifié le recours des responsables dans les deux régions aux diverses pratiques d'ITA, essentiellement le recours aux pratiques de surveillance de l'environnement (PSE), d'influence sur l'environnement (PIE), de protection du patrimoine immatériel (PPI), de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire (CSSF), et de partage et de diffusion des connaissances (PDC) (Tableau 2).

5. Les données présentées dans ce tableau ont été extraites des premières parties de l'Annexe 1, relative à la population de responsables, et de l'Annexe 2, relative à celle de la population locale. Nous avons vérifié la moyenne de l'échelle pour les trois dimensions du sentiment d'appartenance (identité, attachement, solidarité).

Tableau 2. Tendances centrales de l'ITA dans les régions de Nabeul et de Médenine

	Recours aux PSE	Recours aux PIE	Recours aux PPI	Recours aux CSSF	Recours aux PDC
Nabeul	71,3 %	72,4 %	54,8 %	67,9 %	82,6 %
Médenine	59,4 %	51,5 %	60,3 %	50,7 %	62,2 %

L'hypothèse H1, soit que le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'ITA, est une hypothèse partiellement validée. Les résultats atteints à travers la méthode des équations des moindres carrés partiels (PLS) nous ont permis de valider, à la suite d'une modélisation, le lien de causalité entre l'identité, l'attachement et la solidarité à la région, ainsi que les pratiques d'influence et de surveillance de l'environnement variables de l'échelle de mesure référent à l'intelligence économique territoriale (IET).

La validité globale de notre modèle a été vérifiée ; en effet, la valeur de l'alpha de Cronbach est appréciable pour chacune des échelles. Tous les alphas sont supérieurs à 0,6, à l'exception des variables « attachement à la région » et « partage et diffusion des connaissances » pour lesquelles l'alpha est inférieur au seuil recommandé (l'alpha de Cronbach est respectivement égal à 0,597 et à 0,515). Cela signifie que l'alpha sous-estime la fiabilité du bloc, car il n'y a pas d'égalité entre les trois items. Dans ces cas-là, Chin (1998) préconise de regarder le rho de Dillon-Goldstein. Pour la variable « attachement à la région », celui-ci est de 0,778, et pour la variable « partage et diffusion des connaissances », il est de 0,814. Nous considérons que ces deux variables sont fiables. Il faut également noter que les rho de Dillon-Goldstein sont également appréciables pour toutes les autres variables, car ils sont tous supérieurs à 0,7. Nous pouvons vérifier l'unidimensionnalité des variables puisque nous avons trouvé un seul axe factoriel qui correspond à chaque échelle (Tableau 3).

Tableau 3. Fiabilité du modèle global SA/ITA

Variable latente	Dimensions	Alpha de Cronbach	Rho de D.-G. (ACP)
IR	3	0,613	0,807
ATIR	3	0,597	0,778
SOLR	4	0,712	0,843
PSE	10	0,698	0,737
PIE	4	0,743	0,840
CSSF	2	0,628	0,847
PD	2	0,515	0,814

La validité convergente et la validité discriminante du modèle ont aussi été vérifiées, de même que la qualité d'ajustement du modèle en vérifiant les *Goodness of Fit* interne⁶ et externe. Ces valeurs varient entre 0,900 et 0,981, ce qui traduit une bonne qualité d'ajustement du modèle aux données.

6. Cette mesure statistique décrit la correspondance du modèle global aux différentes observations et est aussi utilisée pour vérifier la validité des hypothèses.

La validité de notre hypothèse a aussi été vérifiée à travers le test T ; cette valeur statistique varie entre 3,34 et 7,80 pour les corrélations entre les différentes variables de l'IET et du sentiment d'appartenance.

La valeur statistique T pour la corrélation entre l'identité, les pratiques de partage et les pratiques de diffusion des connaissances est égale à 1,41, alors que celle concernant la corrélation entre l'attachement à la région et les pratiques de diffusion des connaissances est égale à 1,71. Ces deux sous-hypothèses ne sont pas validées.

Cela nous permet de dire que notre hypothèse principale est partiellement validée.

En testant nos hypothèses opérationnelles et notre modèle, nous avons pu confirmer que l'identité à la région améliorerait la mise en place de pratiques de surveillance et d'influence sur l'environnement du territoire et que l'IET renforçait l'identité à la région, car la valeur statistique T⁷ est égale à 4,29. L'hypothèse selon laquelle l'identité à la région est positivement associée aux pratiques d'influence sur l'environnement est donc validée (T = 4,32), ce qui révèle que plus la population de responsables s'identifie à la région, plus cette population met en place des pratiques d'influence sur l'environnement territorial (pratiques de lobbying et d'influence d'organisations publiques et privées). Cela renforce l'identité de ces individus envers le territoire.

Sur ce point, la validité de notre modèle et les résultats du test T pour les différentes corrélations initialement présentées semblent être en concordance avec ceux défendus par les auteurs (dont Le Bossé, 1999 ; Guermond, 2006 ; Di Méo, 2007) qui considèrent le lien entre l'identité et le territoire en tant qu'espace et en tant que dispositifs de définition et d'aménagement de cet espace. Les pratiques d'IET (surveillance et d'influence sur l'environnement) étant des dispositifs de définition et d'aménagement du territoire, cela implique théoriquement une interrelation avec l'identité territoriale. Pour Di Méo (2007), ce lien est évident :

Les questions identitaires [...] ouvrent au moins deux champs de recherche géographique. Celui des spatialités et des territorialités, soit des rapports spatiaux des individus, relativement superficiels dans le premier cas (spatialités), plus vécus, profonds et affectifs dans le second (territorialités), autorise le repérage de la diversité des liens spatiaux qui entrent dans la construction des personnalités humaines. Il fournit aussi des éléments d'interprétation pour la compréhension de leurs dynamiques grégaires, tant sociales que territorialisées. Il permet de saisir, en retour, de quelle façon s'opère, en partant de l'individu, la production de l'espace (p. 9).

Le test de nos hypothèses opérationnelles et de notre modèle nous a permis de confirmer que l'attachement à la région améliorerait la mise en place de pratiques de surveillance (T = 7,80) et d'influence sur l'environnement (T = 4,51) du territoire, et que l'IET renforçait l'attachement au territoire. La mise en place de ces pratiques renforce l'attachement au territoire. Ces résultats sont assez conformes aux études théoriques préalablement établies (Lalli, 1992 ; Staszack, 2004). Pour Staszack (2004), « les identités géographiques existent et sont prégnantes ; les territoires jouent un rôle essentiel dans les processus identitaires : l'identité géographique s'exprime par l'attachement à un espace » (p. 365).

À la suite du test de nos hypothèses opérationnelles et de notre modèle, nous avons en outre confirmé que la solidarité envers la région améliorerait la mise en place de pratiques de surveillance de l'environnement (T = 3,34) et d'influence sur l'environnement (T = 6,47) du territoire et que l'IET renforçait cette solidarité envers le territoire.

La concrétisation de ces pratiques renforce les manifestations de solidarité envers le territoire. Ces résultats sont assez conformes aux études théoriques préalablement établies,

7. Ce test est utilisé pour évaluer statistiquement l'hypothèse d'égalité de l'espérance de deux variables aléatoires suivant une loi normale et de variance inconnue, et ce, dans le but de confirmer ou d'infirmer une hypothèse.

ce qui est aussi valable pour les pratiques d'IET. En effet, pour Polère et Pannasier, (2013), « les politiques et les répertoires d'action des territoires sont des opérateurs de solidarité des régions. Même s'il est difficile de définir précisément leur caractère solidaire, de multiples actions produisent incontestablement de la solidarité » (p. 2).

Un autre élément que nous avons pu montrer à travers notre modélisation est le lien de causalité entre l'identité, l'attachement et la solidarité envers la région, ainsi que les pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire, et les pratiques de partage et de diffusion des connaissances pratiques du *knowledge management territorial* (KMT). Ce lien a été partiellement validé.

En effet, nous sommes parvenue à confirmer que l'identité à la région améliorerait la mise en place de pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire et que ces pratiques renforçaient l'identité à la région ($T = 2,81$). Ainsi, notre sous-hypothèse selon laquelle l'identité à la région est positivement associée aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire a été validée, ce qui révèle que plus la population de responsables s'identifie à la région, plus cette population met en place ces pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire (formalisation et archive des contenus des projets et des liens avec les organisations et les clients). Cette réalité renforce l'identité de ces individus envers le territoire. Par contre, la sous-hypothèse selon laquelle l'identité à la région est positivement associée aux pratiques de partage et de diffusion des connaissances n'est pas validée (valeur très faible, $T = 1,4$).

Le lien entre l'attachement à la région et le KMT est aussi partiellement validé, puisque la sous-hypothèse associant positivement l'attachement à la région aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire est validée ($T = 4,41$). Cela qui indique que plus la population, de responsables institutionnels et non institutionnels, est attachée à la région, plus cette population met en place ces pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire. Ces pratiques renforcent à leur tour l'attachement de ces individus envers le territoire. Par contre, la sous-hypothèse selon laquelle l'attachement à la région est positivement associé aux pratiques de partage et de diffusion des connaissances n'est pas validée (valeur très faible, $T = 1,75$).

Pour sa part, le lien entre la solidarité envers la région et le KMT est validé, ce qui indique que plus la population de responsables est solidaire envers la région, plus elle met en place des pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire. Ces pratiques renforcent à leur tour la solidarité de ces individus envers le territoire ($t = 4,79$). La sous-hypothèse selon laquelle la solidarité envers la région est aussi positivement associée aux pratiques de partage et de diffusion des connaissances est aussi validée ($T = 3,85$).

Sur ce point, nos résultats semblent être en accord avec ceux avancés par les auteurs qui considèrent qu'il y a un lien entre le sentiment d'appartenance (identité, attachement et solidarité) et le territoire en tant qu'espace et en tant que dispositifs de définition et d'aménagement de cet espace (Alphandéry et Burges, 2004). Pour Burnet (1991) :

Le territoire est une œuvre humaine. Il est un espace approprié. Approprié se lit dans les deux sens : propre à soi et propre à chaque chose. Il est la base géographique de l'existence sociale. Toute société a du territoire, produit du territoire. En fait, elle a en général plusieurs territoires, voire une multitude (p. 23).

Cela confirme le lien entre le sentiment d'appartenance et toute œuvre ou toute action entreprise au sein du territoire pour la construction de son espace et son développement.

Identité, attachement et solidarité : quelle perception de l'IT ?

Sur le plan de la perception, nous avons estimé l'ITP de la population locale dans nos deux régions d'étude. Nous avons pu évaluer cela en relevant les tendances centrales de chaque variable, à savoir l'appréciation des dispositifs de développement (ADD), l'échange d'information avec les acteurs de développement (EIAD) et l'évaluation du développement de la région (EDR) (Tableau 4). De cette façon, nous avons pu relever que les populations locales des deux régions avaient une mauvaise appréciation de l'IT dans leurs régions respectives, alors que la région de Nabeul est beaucoup plus développée que celle de Médenine. Concrètement, ces populations considèrent que : leur degré d'implication est minime ; que leurs avis respectifs ne sont pas pris en considération ; et que les décisions prises pour le développement ne sont pas coconstruites. Cela étant précisé, l'IT dans la région de Médenine est beaucoup plus critiquée et moins appréciée par rapport à la région de Nabeul.

Tableau 4. Les tendances centrales de l'ITP dans les régions de Nabeul et de Médenine

	ADD		EIAD		EDR	
	Mauvaise appréciation	Bonne appréciation	Faible EIAD	Fort EIAD	Mauvaise EDR	Bonne EDR
Nabeul	66,4 %	34,6 %	71,2 %	29,8 %	67,3 %	33,7 %
Médenine	82,7 %	17,3 %	84,1 %	15,9 %	73,6 %	26,4 %

Suivant ce constat, nous avons pu vérifier la validité de notre hypothèse H2, soit que le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'ITP est une hypothèse partiellement validée. D'abord, nous avons montré, à travers nos résultats établis grâce aux équations des moindres carrés partiels, la validation partielle du lien de causalité entre l'identité à la région et l'ITP. Ensuite, nous avons examiné le lien de causalité entre l'attachement à la région et l'ITP – ce lien est partiellement validé. Enfin, le lien de causalité entre la solidarité envers la région et l'ITP a été validé.

À la suite à cette modélisation, nous avons vérifié la validité globale de ce modèle et des différentes corrélations entre nos différentes variables. Nous avons ainsi relevé que l'alpha de Cronbach est bon pour chacune des échelles. Tous les alphas sont supérieurs à 0,6. Toutefois, pour la variable « échange d'information avec les acteurs de développement », l'alpha est inférieur au seuil recommandé (= 0,476). Cela signifie que l'alpha sous-estime la fiabilité du bloc, car il n'y a pas d'égalité entre les trois items. De ce fait nous vérifions le rho de Dillon-Goldstein. Pour cette variable, la valeur du rho de D. G. est égale à 0,734. Nous considérons que cette variable est fiable. Il faut également noter que les rho de Dillon-Goldstein sont également bons pour toutes les autres variables, car leurs valeurs sont supérieures à 0,7 (Tableau 5).

Tableau 5. Fiabilité du modèle global SA/IT

Variable latente	Alpha de Cronbach	Rho de D. G. (ACP)	Valeur critique	Valeurs propres
IR	0,627	0,793	0,181	0,336
ATTR	0,584	0,772	0,163	0,286
SLR	0,737	0,836	0,213	0,478
ADR	0,577	0,748	0,175	0,293
EIAD	0,476	0,734	0,119	0,138
EDR	0,587	0,781	0,243	0,341

La validité convergente et la validité discriminante du modèle ont aussi été vérifiées. Nous avons aussi vérifié la qualité d'ajustement du modèle en vérifiant les Goodness of Fit interne et externe. Ces valeurs, variant entre 0,945 et 0,987, traduisent une bonne qualité d'ajustement du modèle aux données.

La validité de notre hypothèse a aussi été vérifiée à travers le test T ; cette valeur statistique varie entre -0,03 et 6,47 pour les corrélations entre les différentes variables de l'IPT et du sentiment d'appartenance.

Cela nous permet de dire que notre hypothèse principale est partiellement validée. En testant nos hypothèses opérationnelles et notre modèle, nous avons confirmé partiellement que l'identité à la région améliorerait la perception positive de l'intelligence territoriale et que l'IPT renforçait l'identité à la région.

En premier lieu, la sous-hypothèse selon laquelle l'identité à la région est positivement associée à l'appréciation des dispositifs de développement ($T = 4,29$) est une validée, ce qui révèle que plus la population locale s'identifie à la région, plus elle apprécie les dispositifs de son développement et accorde de l'importance au travail fourni par les autorités locales et les acteurs publics et privés en matière de développement ainsi qu'à la communication établie. Cela renforce l'identité de ces individus envers le territoire.

En deuxième lieu, la sous-hypothèse selon laquelle l'identité à la région est positivement associée à l'échange d'information avec les acteurs de développement est aussi validée, car la valeur du test T de Student égale à 2,83. Ainsi, plus les individus s'identifient à la région, plus ils apprécient la communication et l'échange d'informations avec les acteurs de développement. La communication et la concertation dans le cadre de démarches participatives renforcent donc l'identité à la région.

En troisième lieu, la sous-hypothèse selon laquelle l'identité à la région est positivement associée à l'évaluation du développement de la région n'a pas été validée, car aucun lien de causalité n'a été relevé entre ces deux dimensions ($T = -0,37$). Sur ce point, nos résultats semblent être en concordance avec ceux défendus par Brunet (1991), de même que par Alphandéry et Burges (2004). Cela a été exprimé par Guérin-Pace et Guérmond (2006), pour qui le territoire est envisagé comme étant un support identitaire :

Évoquer une identité collective à partir du territoire suppose une adhésion de chacun à cette conscience spatiale partagée. Pourtant, comme l'a montré F. Barth, plusieurs groupes, chacun possédant sa propre identité, peuvent habiter le même territoire, sans avoir pour autant les mêmes rapports à ce territoire en termes d'appartenance, d'appropriation ou de revendications (p. 290).

Di Méo (2007) confirme cette interrelation :

La plupart des identités affichent une composante géographique, une spatialité qui les renforce et les rend plus prégnantes. Elles s'expriment donc, souvent, par ces médiations du social et du spatial que forment les lieux, les territoires, les paysages. [...] En retour, les identités contribuent activement à toutes les constructions sociales d'espaces et de dispositifs urbains, réels ou sensibles (p. 6).

En quatrième lieu, la sous-hypothèse que l'attachement à la région est positivement associé à l'appréciation des dispositifs de développement est validée, car le test d'hypothèse grâce à la valeur T révèle une valeur égale à 2,83, ce qui montre que plus la population locale est attachée à la région, plus elle apprécie les dispositifs de son développement et accorde de l'importance au travail fourni par les autorités locales et les acteurs publics et privés en matière de développement ainsi qu'à la communication établie. Cette appréciation renforce l'attachement de ces individus envers le territoire.

En cinquième lieu, l'attachement à la région est positivement associé à l'échange d'information avec les acteurs de développement ($T = 3,41$). Plus les individus sont attachés à la région, plus ils apprécient la communication et l'échange d'informations avec les acteurs de développement. La communication et la concertation dans le cadre de démarches participatives renforcent à son tour l'attachement à la région.

En sixième lieu, la sous-hypothèse voulant que l'attachement à la région soit positivement associé à l'évaluation du développement de la région n'a pas été validée, car nous n'avons pu identifier un lien de causalité entre ces deux dimensions ($T = -0,03$).

Encore ici, nos résultats semblent être en concordance avec ceux avancés par les auteurs (Brunet, 1991; Di Méo, 2007; Guérin-Pace et Filippova, 2008) qui avancent que « [l]e sentiment d'appartenance à un territoire se construit sur une expérience et des représentations partagées d'une histoire et d'une mémoire collective » (cité dans Didier-Fèvre, 2012, p. 1). Sachant que le sentiment d'appartenance regroupe l'identité, l'attachement et la solidarité, cela confirme le lien entre l'attachement à la communication et à l'échange d'information entre les acteurs territoriaux.

Le lien entre la solidarité envers la région et l'IPT est confirmé par le test de notre modèle et de nos hypothèses. En effet, le fait que la solidarité envers la région est positivement associée à l'appréciation des dispositifs de développement est une hypothèse validée ($T = 6,47$), ce qui révèle que plus la population locale est solidaire envers la région, plus elle apprécie les dispositifs de son développement et accorde de l'importance au travail fourni par les autorités locales et les acteurs publics et privés en matière de développement, ainsi qu'à la communication établie. Cette appréciation renforce la solidarité de ces individus envers le territoire.

En septième lieu, la sous-hypothèse selon laquelle la solidarité envers la région est positivement associée à l'échange d'information avec les acteurs de développement est validée ($T = 4,79$). Plus les individus sont solidaires envers la région, plus ils apprécient la communication et l'échange d'informations avec les acteurs de développement. La communication et la concertation dans le cadre de démarches participatives renforcent à leur tour la solidarité à la région.

Finalement, la sous-hypothèse à savoir que la solidarité envers la région est positivement associée à l'évaluation du développement de la région est validée. Par contre, ici, le sens de cette validation n'est pas attendu, c'est-à-dire que la solidarité envers la région est négativement associée à l'évaluation du développement de la région ($T = -3,32$). Cela signifie que plus les individus sont solidaires envers la région, moins ils évaluent le développement

de celle-ci, moins ils apprécient les régions plus développées et moins ils ont l'intention de quitter la région. Polaire et Pannasier (2013) affirment que « [l]a solidarité peut être à trois niveaux : dans les motivations à agir, dans les moyens, mécanismes, outils et modes d'action mis en œuvre, et enfin dans les résultats et traductions concrètes d'une action ou d'une politique » (p. 8). Les manifestations de solidarité envers le territoire vont de pair avec la volonté d'agir pour le développement du territoire, et non avec la décision de quitter le territoire. Cette solidarité n'est pas à la base d'une décision de départ pour une région plus développée.

Conclusion

Notre recherche s'inscrit dans le cadre du programme de recherche interdisciplinaire « Langages, objets, territoires et hospitalités – LOTH ». Notre objectif est d'apprécier les procédés informationnels, communicationnels et de management, la mise en réseau, le partage et la diffusion d'information, l'animation territoriale et la coconstruction pour la valorisation de deux gouvernorats de Tunisie, le gouvernorat de Nabeul et le gouvernorat de Médenine. Ces gouvernorats sont pilotés respectivement par deux acteurs institutionnels publics de développement : le CGDR et de l'ODS. Ainsi, nous nous proposons d'estimer et d'évaluer la nature du lien entre le sentiment d'appartenance et la valorisation territoriale par ces dispositifs d'intelligence collective. L'ancrage de notre recherche dans les champs interdisciplinaires des sciences de gestion, des sciences de l'information et de la communication nous a permis d'appréhender notre objet de recherche dans une double logique : une logique d'instrumentalisation de pratiques et de dispositifs de management du territoire ; et une logique de communication, de transmission de l'information ainsi que de capitalisation et de diffusion des connaissances. Toutes ces pratiques sont sélectionnées à travers le ressenti envers le territoire en matière d'identité, d'attachement et de solidarité.

Le travail avec les acteurs de développement à l'échelle de ces deux gouvernorats tunisiens nous a permis de cerner les liens de causalité entre le sentiment d'appartenance et l'IT adoptée, et ce, en matière de sélection des dispositifs communicationnels informationnels et de management.

En revanche, le travail avec les acteurs des populations locales nous a permis d'appréhender les liens de causalité entre la perception de l'intelligence collective instaurée au niveau du territoire et le renforcement de l'identité, ainsi qu'entre l'attachement et la solidarité envers la région. Partant de ces résultats, dans un premier temps, nous envisageons de réaliser des recherches qualitatives plus profondes dans les deux régions afin de relever les pratiques assurant une coconstruction en faveur du développement et consolidant la solidarité des populations envers la région. Dans un second temps, nous mènerons cette recherche dans d'autres régions de la Tunisie afin de généraliser nos résultats.

Références

- Alphandéry, P. et Bergues, M. (2004). Territoires en questions : pratiques des lieux, usages d'un mot. *Ethnologie française*, 1(34), 5-12.
- Appel, V. et Boulanger, H. (2011). La légitimation de l'organisation : les enjeux du dispositif communicationnel. *Communication*, 28(2). Repéré à <https://communication.revues.org/1712>
- Banque Mondiale et Banque Africaine de développement. (2012). S'attaquer aux disparités régionales. Rapport d'étude. Repéré à http://www.banquemondiale.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia_report/the_unfinished_revolution_fre_chap10.pdf

- Ben Slymen, S. (2014). *Le sentiment d'appartenance et l'intelligence territoriale : une application au contexte tunisien* (Thèse de doctorat). Université Nice Sophia Antipolis, France.
- Brunet, R. (1991). *Le territoire dans les turbulences*. Paris, France : Reclus.
- Cardy, H. (1997). *Construire l'identité régionale*. Paris, France : L'Harmattan.
- Cousin, S. (2012). Nouvelles citoyennetés, nouveaux patrimoines, nouvelles pratiques touristiques. *Revue des régions arides*, 28, 7-14.
- Delfosse, C. B. (2009). *Étude des déterminants d'achat des produits alimentaires régionaux* (Thèse de doctorat). Université de Rennes 1, France.
- Didier-Fèvre, C. (2012, juillet). *L'ancrage des jeunes périurbains dans leur territoire de vie*. Communication présentée au Colloque ASRDLF. Industrie, villes et régions dans une économie mondialisée, Belfort, France.
- Di Méo, G. (2007). Identités et territoires : des rapports accentués en milieu urbain ? *Métropoles*, 1. Repéré à <http://metropoles.revues.org/80>
- Dumas, P. (2006). Les (n)tic font-elles baisser le niveau ? Les (n)tic : représentations, nouvelles appropriations sociales. *Revue de synthèse à orientation sémiologique*, (126), 1-14.
- Filippova, E. et Guérin-Pace, F. (2008). Les territoires qui nous appartiennent, les territoires auxquels nous appartenons. Dans F. Guérin-Pace et E. Philippova (dir.), *Ces lieux qui nous habitent. Identités des territoires, territoires des identités* (p. 30-42). La Tour-d'Aigues, France : Édition de l'Aube.
- Frisou, J. (2011). Le localisme est-il un argument de fidélisation pertinent ? Le cas des programmes de fidélisation communautaires. *Revue Mémoire Vivante*. Repéré à <http://thil-memoirevivante.prd.fr/wp-content/uploads/sites/43/2014/12/2011-Frisou2011.pdf>
- Gardère, E. et Lakel A. (2009). Repenser la communication des organisations publiques. *Communication & Organisation*, 35, 7-12.
- Gdoura, W. (2005). L'autre accès à l'information dans les sociétés en émergence : étude de cas du monde arabe. *Revue maghrébine de documentation et de l'information*, 13, 37-49.
- Genevois, S. et Carlot, Y. (2011). Les territoires du quotidien en France : approches possibles (et raisonnables) avec les TICE. *Journée d'étude APHG, MCF didactique de la géographie et TICE Université de Cergy-Pontoise – IUFM de Versailles*. Repéré à <http://sgenevois.free.fr/Territoires>
- Girard, S. (2014). Les ressorts territoriaux de la gestion de l'eau : le cas de la Drôme (1980-2013). *Vertigo. La revue électronique en sciences de l'environnement, Hors-série(20)*. Repéré à <https://vertigo.revues.org/15262>
- Goria, S. (2006). *L'expression du problème dans la recherche d'informations : application à un contexte d'intermédiation territoriale* (Thèse de doctorat). Université Nancy II, France.
- Goria, S. (2009). Knowledge Management et intelligence économique : deux notions aux passés proches et aux futurs complémentaires. *Revue Information Sciences for Decision Making*, 27. Repéré à http://isd.univtln.fr/PDF/isdm27/isdm27_IE&KM_Goria_06.pdf
- Grammacia, G. et al. (2009). Démocratie participative et communication territoriale. Vers la micro-représentativité. *Communication & Organisation*, 1(35), 267-268.
- Guérin-Pace, F. (2006a). Sentiment d'appartenance et territoires identitaires. *L'espace géographique*, 35(4), 290-302.
- Guérin-Pace, F. (2006b). Lieux habités, lieux investis : le lien au territoire, une composante identitaire ? *Économie et statistique*, (393-394), 2-14.
- Guérin-Pace, F. et Guermond, Y. (2006). Identité et rapport au territoire. *L'Espace géographique*, 35(4), 289-290.
- Guérin-Pace, F. et Philippova, E. (dir.). (2008). *Ces lieux qui nous habitent. Identité des territoires, territoires des identités*. La Tour d'Aigues, France : Éditions de l'Aube.
- Guermond, Y. (2006). Identité et rapport au territoire. *L'Espace géographique*, 4(35), 289-290.
- Guermond, Y. (2009). La diversité des ancrages territoriaux au regard des parcours migratoires. Dans F. Guérin-Pace, O. Samuel et I. Ville (dir.), *En quête d'appartenance. L'enquêté : Histoire de vie sur la construction des identités* (p. 145-165). Paris, France : Éditions de l'INED.

- Lalli, M. (1992). Urban Related Identity: Theory, Measurement and Empirical Findings. *Journal of Environmental Psychology*, 12, 285-303.
- Le bossé, M. (1999). Les questions d'identité en géographie culturelle. Quelques aperçus contemporains. *Géographie et Cultures*, 31, 115-126.
- Meyer, V. (2012). Communication territoriale, communications d'action et d'utilité publiques : quelles définitions?. Dans P. Morelli et M. Sghaïer (dir.), *Communication et développement territorial en zones fragiles du Maghreb* (p. 63-78). Paris, France : L'Harmattan.
- Moinet, N. (2009). De l'information utile à la connaissance stratégique : la dimension communicationnelle de l'intelligence stratégique. *Communication & Organisation*, 35, 215-225.
- Perret, C. et Gagnon, C. (2015). Identité et territoire en Kabylie : une variable du développement territorial viable. *Social Science Research Network*. Repéré à http://www.irege.univ-savoie.fr/images/15_26.pdf
- Polaire, C. et Pannasier, C. (2013). Solidarité et communautés urbaines : état des lieux et perspectives. Étude solidarité et communautés urbaines. *Journées des communautés urbaines de France à Marseille*. Repéré à <http://www.communautes-urbaines.com/>
- Proulx, M. U. (1989). Concertation en région et développement mésogène. *Revue canadienne des sciences régionales*, 7(1), 25-44.
- Staszak, J.-F. (2004). L'exode, l'oviri, l'exile : les singulières identités géographiques de Paul Gauguin. *Les annales de géographie*, 113(638), 363-384.
- Veltz, P. (2002). *Des lieux et des liens politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*. La Tour-d'Aigue, France : Édition De L'Aube.
- Zidi, F. (2013). *Politiques économiques et disparités régionales en Tunisie : une analyse en équilibre général micro-stimulé* (Thèse de doctorat). Université Sorbonne Nouvelle, Paris 3, France.

ANNEXE 1.

Questionnaire destiné à la population de responsables institutionnels et non institutionnels

Directives

Dans le cadre de cette recherche, nous avons besoin de votre contribution afin de comprendre ce que peut être une attitude envers une région et saisir comment elle peut contribuer à construire des dispositifs d'intelligence territoriale. Au cours de l'entretien, je vous poserai différentes questions auxquelles vous aurez l'entière liberté de répondre ou de ne pas répondre. Par ailleurs, il est important que vous sachiez qu'il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses et que nous vous encourageons à exprimer votre opinion à partir de votre expérience.

Soyez assurés que toutes les informations recueillies seront traitées de façon strictement confidentielle.

Échantillon visé

- Responsables dans les bureaux centraux ou régionaux de développement.
- Responsables dans les entreprises de la région.

Introduction

L'attitude envers la région peut influencer la mise en place de certains dispositifs d'intelligence territoriale, et ces derniers peuvent avoir un impact sur l'attitude envers une région. Dans le cadre de notre travail, nous nous intéressons à des dimensions bien précises de l'attitude envers la région et des dispositifs présélectionnés d'intelligence territoriale.

Données d'identification

- **Sexe**
Féminin
Masculin
- **Âge**
18 ans -25 ans
26-30ans
31-40ans
41-60ans
61 ans et plus
- **Profession**
Responsable dans le secteur public
Responsable dans le secteur privé
Fonction libérale
- **Lieu d'exercice**
Nabeul
Médenine
- **Région d'origine :**

PARTIE I. ATTITUDE ENVERS UNE RÉGION

Choisissez « Pas d'accord » : si la phrase proposée ne correspond pas du tout à votre opinion.

Choisissez « D'accord » : si elle correspond tout à fait.

	Pas d'accord	d'accord
1. Je me sens vraiment chez moi dans ma région,	/____/	/____/
2. Je m'identifie un peu à ma région.	/____/	/____/
3. Je ressens ma région comme une partie de moi même.	/____/	/____/
4. Je suis très attaché(e) à ma région.	/____/	/____/
5. Je me sentirais déraciné(e) si je devais partir loin de ma région.	/____/	/____/
6. Quand je m'absente de ma région, je suis heureux(se) d'y revenir.	/____/	/____/
7. Je me sens très solidaire de ma région,	/____/	/____/
8. Dans mes choix, je privilégie d'abord les intérêts de ma région.	/____/	/____/
9. C'est important pour moi d'aider ma région à se développer	/____/	/____/
10. J'évite d'acheter ailleurs ce que je peux trouver dans ma région	/____/	/____/

PARTIE II. INTELLIGENCE TERRITORIALE

	Pas d'accord	d'accord
1. Votre organisation procède à une surveillance et une anticipation des innovations technologiques.	/ ____ /	/ ____ /
2. Votre organisation procède à une surveillance de ses principaux concurrents (produits, services, brevets, etc.).	/ ____ /	/ ____ /
3. Votre organisation procède à une surveillance de ses fournisseurs et de ses clients (ministère, population locale, etc.).	/ ____ /	/ ____ /
4. Votre organisation procède à une surveillance et une anticipation des évolutions de son environnement (évolutions réglementaires, politiques, économiques, sociétales, etc.).	/ ____ /	/ ____ /
5. Pour s'informer, votre organisation fait appel à des acteurs institutionnels (Agence de promotion de l'industrie, Agence de promotion des investissements agricoles, etc.).	/ ____ /	/ ____ /
6. Pour s'informer, votre organisation fait appel à des organisations professionnelles (Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant, bureaux d'études, de consulting, etc.).	/ ____ /	/ ____ /
7. Pour s'informer, votre organisation s'appuie sur ses clients et ses fournisseurs.	/ ____ /	/ ____ /
8. En se basant sur ses axes de développement, votre organisation définit et renouvelle ses axes de recherches d'informations.	/ ____ /	/ ____ /
9. Un plan de collecte de l'information est actualisé par votre organisation (plan qui détaille pour chaque axe de développement de votre organisation, les sources d'information, ainsi que le traitement, les destinataires et la fréquence de diffusion de l'information).	/ ____ /	/ ____ /
10. Les informations collectées, en dehors et au sein de votre organisation, sont formalisées, exploitées, diffusées et archivées.	/ ____ /	/ ____ /
11. Une ou des personnes coordonnent la gestion des informations pour l'ensemble de l'organisation.	/ ____ /	/ ____ /
12. Dès qu'elle le peut, votre organisation dépose des brevets, des codes logiciels, ou des modèles.	/ ____ /	/ ____ /
13. Votre organisation réactualise les procédures et les modalités de sécurité de son système d'information (anti-intrusion, gestion des droits d'accès, surveillance des flux, sauvegarde, cryptage, etc.).	/ ____ /	/ ____ /
14. Votre organisation procède à une sensibilisation de son personnel en matière de sécurité et de protection de l'information.	/ ____ /	/ ____ /
15. Pour se protéger, votre organisation utilise des moyens juridiques avec ses salariés (accréditation, clause de non-concurrence, clause de confidentialité, etc.).	/ ____ /	/ ____ /
16. Vous procédez à des actions de communication par le biais de certains médias (presse, internet, télévision, etc.).	/ ____ /	/ ____ /
17. Votre organisation travaille à influencer son environnement dans le sens de ses intérêts en participant à certaines organisations professionnelles (groupes d'experts, réseaux professionnels, etc.).	/ ____ /	/ ____ /
18. Votre organisation sollicite des organismes parapublics, pour influencer leurs décisions.	/ ____ /	/ ____ /

19. Votre organisation sollicite des organismes publics (collectivités territoriales, État, Union européenne, etc.) pour influencer leurs décisions.	/____/	/____/
20. Votre organisation rédige des fiches ou des rapports formalisant le contenu des projets réalisés (acteurs rencontrés, erreurs survenues, problèmes résolus, etc.).	/____/	/____/
21. Votre organisation réalise des fiches ou des rapports formalisant le contenu des relations avec vos clients (problèmes rencontrés, demandes spécifiques des clients, etc.).	/____/	/____/
22. Votre organisation utilise des technologies de l'information et de la communication (Intranet, dossiers partagés, messagerie électronique, forums de discussion, Wiki, etc.) pour partager et diffuser de l'information et des connaissances entre collaborateurs.	/____/	/____/
23. Votre organisation procède à la réactualisation de son référentiel de compétences.	/____/	/____/

ANNEXE 2. Questionnaire destiné à la population locale

Directives

Dans le cadre de notre recherche, nous avons besoin de votre contribution afin de comprendre ce que peut être une attitude envers une région et saisir comment elle peut contribuer à évaluer et apprécier des dispositifs d'intelligence territoriale. Au cours de l'entretien, je vous poserai différentes questions auxquelles vous aurez l'entière liberté de répondre ou de ne pas répondre. Par ailleurs, il est important que vous sachiez qu'il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses et que nous vous encourageons à exprimer votre opinion à partir de votre expérience.

Soyez assurés que toutes les informations recueillies seront traitées de façon strictement confidentielle.

Échantillon visé

- Population locale

Introduction

L'attitude envers la région peut influencer la mise en place de certains dispositifs d'intelligence territoriale, et ces derniers peuvent avoir un impact sur l'attitude envers une région. Dans le cadre de notre travail, nous nous intéressons à des dimensions bien précises de l'attitude envers la région et des dispositifs présélectionnés d'intelligence territoriale.

Données d'identification

- **Sexe**
 - Féminin
 - Masculin
- **Âge**
 - 18 ans -25 ans
 - 26-30 ans
 - 31-40 ans
 - 41-60 ans
 - 61 ans et plus

- **Profession**
Employé dans le secteur public
Employé dans le secteur privé
Fonction libérale
Étudiant
Sans emploi
- **Lieu d'exercice**
Nabeul
Médenine
- **Région d'origine :**

PARTIE I. ATTITUDE ENVERS UNE RÉGION

Choisissez Pas d'accord : si la phrase proposée ne correspond pas du tout à votre opinion.

Choisissez D'accord : si elle correspond tout à fait.

	Pas d'accord	d'accord
1. Je me sens vraiment chez moi dans ma région.	/____/	/____/
2. Je m'identifie un peu à ma région.	/____/	/____/
3. Je ressens ma région comme une partie de moi même.	/____/	/____/
4. Je suis très attaché(e) à ma région.	/____/	/____/
5. Je me sentirais déraciné(e) si je devais partir loin de ma région.	/____/	/____/
6. Quand je m'absente de ma région, je suis heureux(se) d'y revenir.	/____/	/____/
7. Je me sens très solidaire de ma région.	/____/	/____/
8. Dans mes choix, je privilégie d'abord les intérêts de ma région.	/____/	/____/
9. C'est important pour moi d'aider ma région à se développer.	/____/	/____/
10. J'évite d'acheter ailleurs ce que je peux trouver dans ma région.	/____/	/____/

PARTIE II. ATTITUDE ENVERS UNE RÉGION ET DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

	Pas d'accord	d'accord
1. Je pense que les autorités locales fournissent des efforts considérables pour le développement de la région.	/____/	/____/
2. Je vois que plusieurs acteurs publics et privés instaurent des dispositifs pour le développement de la région.	/____/	/____/
3. Les autorités locales ainsi que leurs différents acteurs publics et privés communiquent très bien sur les dispositifs qu'ils vont instaurer.	/____/	/____/
4. Je pense que mon avis est important pour le choix et l'instauration des différents dispositifs de développement régional.	/____/	/____/

5. Je vois que les autorités locales ainsi que ses différents partenaires prennent en considération mon avis (et celui de la population locale) dans le choix et l'instauration des différents dispositifs de développement régional.	/____/	/____/
6. Il y a une communication et un échange d'informations de part et d'autre (population locale/ autorités locales et différents partenaires) pour faciliter le choix et l'instauration des différents dispositifs de développement régional.	/____/	/____/
7. Je ne pense pas trouver ailleurs ce que je peux trouver dans ma région.	/____/	/____/
8. Si un jour je pars de ma région, ce sera à cause de son manque de développement.	/____/	/____/
9. Je me sentirais mieux dans une région beaucoup plus développée que celle-ci.	/____/	/____/